

# CORRIGE

**Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.**

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2002

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Durée de l'épreuve : 4h Coefficient : 7 = CLASSEMENT  
4h + Coefficient : 7 = CLASSEMENT

**CORRIGÉ**

Le corrigé comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9

*L'usage de la calculatrice est strictement interdit*

## CORRIGÉ DISSERTATION

*Éléments de corrigé proposés par le concepteur*

**SUJET : DANS QUELLE MESURE LA CROISSANCE PERMET-ELLE DE REDUIRE LES INEGALITES ?**

### **1 - La croissance peut contribuer à réduire les inégalités**

#### **1 - 1 La croissance s'accompagne d'une élévation des niveaux de vie**

La croissance économique peut contribuer à réduire les inégalités grâce au surcroît de revenus et de patrimoines qu'elle génère. La période des Trente glorieuses coïncide avec la "moyennisation" de la société française : la croissance fordiste a permis, grâce à la répartition des gains de productivité d'améliorer le niveau de vie des ménages et leur accès à une consommation de masse. (document 1) L'évolution du taux de chômage (qui peut être considéré comme un indicateur d'inégalité) est directement corrélée avec la croissance du PIB : les périodes de ralentissement de l'activité économique s'accompagnent d'une augmentation sensible du nombre de demandeurs d'emploi et réciproquement. (document 1)

En outre, l'accroissement des richesses a permis à l'État-providence d'étendre son action sociale et a pu ainsi réduire les inégalités grâce au développement de la redistribution et des biens collectifs gratuits.

#### **1 - 2 La croissance réduit structurellement les inégalités**

La croissance économique s'est accompagnée d'une transformation profonde de la société française. Le mouvement de tertiarisation de l'économie a provoqué le déclin (absolu et relatif) des catégories socioprofessionnelles les moins favorisées (agriculteurs, ouvriers, artisans-commerçants) et l'essor rapide des catégories qualifiées.

Par ailleurs, les retraités bénéficient aujourd'hui d'un niveau de vie comparable à celui des actifs grâce à des carrières complètes accomplies pendant les Trente glorieuses.

La croissance a aussi modifié les rapports sociaux entre les sexes. L'équipement des ménages en biens électroménagers a permis de libérer du temps pour les femmes tandis que le développement des emplois de service a favorisé leur insertion sur le marché du travail. La répartition sexuelle des rôles s'en est trouvée modifiée. La réduction des écarts de salaire entre les hommes et les femmes montre bien que le travail des femmes a acquis le même statut que celui des hommes. (documents 5)

## **2 - Mais la relation croissance/inégalités n'est pas mécanique**

### **2 - 1 Les mutations socio-économiques génèrent de nouvelles inégalités**

Si l'ouverture croissante des économies a incontestablement tiré la croissance économique mondiale, elle n'a pas forcément bénéficié à tous. La concurrence des pays à bas salaires a conduit à comprimer les coûts salariaux dans les secteurs exposés des pays riches, développant ainsi les inégalités intercatégorielles entre actifs qualifiés et non qualifiés. La progression des allocataires de minima sociaux montre bien que les fruits de la croissance ne bénéficient pas à tous. (document 3)

On assiste par ailleurs au développement de nouvelles inégalités qui sont aussi intracatégorielles. Par exemple, à un même niveau de diplôme peuvent correspondre des niveaux de rémunération très différents selon que l'on travaille dans un secteur traditionnel ou de haute technologie. L'entreprise ne joue plus un rôle de "brassage social" mais tend à homogénéiser sa force de travail sous l'effet de l'élévation du niveau de formation de la population active. (document 4)

*On valorisera les élèves qui ont mentionné d'autres inégalités économiques telles que l'évolution des revenus du capital et du travail, la montée de la précarité sur le marché du travail...*

### **2 -2 De fortes pesanteurs sociales subsistent**

L'élévation moyenne des niveaux de vie rendue possible par la croissance économique n'a pas modifié sensiblement les inégalités sociales.

Les pratiques sociales restent fortement déterminées par l'origine sociale: qu'il s'agisse du taux de fréquentation des musées, des salles de cinéma, ou ... des connexions internet, les catégories sociales les moins favorisées sont en retrait par rapport aux autres catégories. Or ces pratiques différenciées ont des répercussions sur la réussite scolaire et conduisent à des inégalités cumulatives. (document 6)

De même, si l'espérance de vie a progressé pour toutes les catégories, les écarts ne se sont pas réduits pour autant traduisant en cela des modes de vie différents (alimentation...), une consommation médicale plus marquée chez les cadres, et des conditions de travail toujours très inégalitaires.

## **QUESTION DE SYNTHÈSE**

**THEME DU PROGRAMME :** le role economique et social des pouvoirs publics

### **TRAVAIL PREPARATOIRE**

1) Les avantages de l'euro pour le consommateur :

- avantage en terme de prix : - les prix des produits sont libellés dans une monnaie commune ce qui accroît la visibilité pour le consommateur
  - la concurrence entre les entreprises en terme de compétitivité – prix s'intensifie ce qui doit conduire à une baisse des prix
- avantage en terme de choix de produits : la concurrence accrue liée à la monnaie unique peut être un facteur d'innovation et de diversification de l'offre.

2) L'euro peut être un facteur favorable aux entreprises :

a) l'euro doit entraîner une diminution des coûts :

- la monnaie unique supprime les coûts liés au change entre les devises ; coût de conversion entre les monnaies (frais de change) et coût de couverture contre les risques de change (les entreprises se protègent des fluctuations entre les monnaies) ;
- la convergence des économies donne à la banque centrale européenne des marges de manœuvre plus importantes pour la politique monétaire pouvant se traduire par une baisse des taux d'intérêt.

b) les avantages du grand marché sont confortés par la monnaie unique :

- au niveau de l'offre :  
restructuration des entreprises et réalisation d'économies d'échelle.
- au niveau de la demande :  
augmentation des débouchés.

3) Les mesures mises en place pour atteindre les objectifs fixés par les critères de convergence (stabilité des prix et rigueur budgétaire) :

- la politique monétaire a pour objectif la stabilité des prix : politique monétaire restrictive avec le maintien des taux d'intérêt élevés ;
- la politique budgétaire a pour objectif la réduction des déficits : politique de rigueur budgétaire avec un contrôle des dépenses publiques.

4) Les effets des politiques économiques mises en œuvre depuis le traité de Maastricht sont :

- ralentissement du taux d'inflation dans les trois pays participant à la monnaie unique :

*exemple* : en Italie le taux d'inflation passe de 5,5 % en 1992 à 2,8 % en 2000. Le critère cible est atteint pour les trois pays.

- réduction des déficits publics :

*exemple* : le solde public en pourcentage du PIB en Allemagne passe de - 2,8 % en 1992 à + 1,3 % en 2000 . Le critère cible est atteint.

- cependant, le taux de chômage des principaux partenaires de l'Union demeure élevé (existence d'un noyau dur du chômage en Europe).

A noter également une baisse des taux d'intérêt à long terme et une reprise de la croissance en 2000.

5) Le passage à l'euro a modifié la politique monétaire :

- l'autorité responsable de la politique monétaire est désormais la BCE autonome par rapport au pouvoir politique ;

- le respect des critères de convergence a eu pour conséquence le maintien d'une politique monétaire de rigueur et d'inspiration monétariste, malgré une politique de taux d'intérêt plus pragmatique aux Etats-Unis ;

- la politique monétaire relève désormais exclusivement de la BCE qui peut intervenir si des déséquilibres affectent l'ensemble de la zone euro.

6) Les contraintes de la politique budgétaire :

Même si la politique budgétaire relève encore des Etats-nations, ceux-ci sont collectivement contraints par les critères de convergence du traité de Maastricht confortés par le Pacte de stabilité et de croissance : le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB et la dette publique ne doit pas représenter plus de 60 % du PIB. Les marges de manœuvre en matière de politique budgétaire se trouvent donc très limitées.

## QUESTION DE SYNTHESE

### I – LES AVANTAGES DU PASSAGE A L'EURO

#### A - les avantages pour les agents économiques :

##### 1 - les avantages pour le consommateur (question 1) :

- une baisse des prix ;
- une diversité des choix liée à la diversification des produits.

##### 2 - les avantages pour les entreprises (question 2) :

- une diminution des coûts liés aux transactions de devises et aux taux d'intérêt ;
- la création d'un environnement favorable aux économies d'échelle, à la compétitivité-prix, à la compétitivité structurelle et aux innovations, à l'augmentation des débouchés (visibilité plus importante et concurrence accrue).

#### B - les effets positifs sur les variables économiques :

##### 1 - le cadrage choisi pour le passage à l'euro a été favorable à la stabilité des prix et à la réduction des déficits publics (question 4).

##### 2 - la monnaie unique est favorable à la reprise de la croissance économique :

les avantages du grand marché sont confortés par l'existence de la monnaie unique du côté de l'offre (les entreprises) et de la demande (les consommateurs) (question 2).

### II – LES CONTRAINTES QU'IL INDUIT POUR LES POLITIQUES CONJONCTURELLES DES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE

#### A - des politiques monétaires et budgétaires restrictives pour respecter les critères de convergence :

##### 1 - la politique monétaire ne s'assouplit que très lentement :

la politique monétaire restrictive est maintenue (questions 3 et 5).

##### 2 - la politique budgétaire ne permet pas de soutenir l'activité :

les objectifs macroéconomiques retenus par le traité de Maastricht en matière de politique budgétaire ont été reconduits par le Pacte de stabilité et de croissance de 1996, ce qui limite les marges de manœuvre (questions 3 et 6).

Ces deux paragraphes permettent de montrer que la policy mix est difficilement praticable dans les années 90.

#### B - les effets induits par les politiques monétaires et budgétaires restrictives :

##### 1 - la difficulté de faire diminuer durablement le niveau de chômage élevé dans les pays membres de l'Union (document 3).

##### 2 - le recours à la politique fiscale :

les Etats membres aujourd'hui privés des instruments monétaires et budgétaires et de maniement des taux de change, sont contraints de recourir à la fiscalité (la baisse des prélèvements obligatoires peut avoir des conséquences graves sur l'équilibre des finances publiques).

## ENSEIGNEMENT DE SPECIALITE - SUJET A

*Eléments de corrigé proposés par le concepteur du sujet*

### THEME : LA DIVISION DU TRAVAIL CHEZ MARX

1- La division du travail chez Marx a des effets économiques mais aussi des effets sociaux.

Les effets économiques de la division du travail :

- la division du travail est source d'efficacité économique (lignes 3-4) puisqu'elle accroît la productivité du travail ;
- la division du travail réduit les frais de production du capitaliste (lignes 6-7) : en simplifiant le travail, la division du travail diminue le prix du travail ce qui accroît la plus-value (plus-value = valeur de la marchandise - la valeur de la force de travail), et donc le profit du capitaliste lorsque la marchandise est vendue.

Les effets sociaux de la division du travail :

- le "travail devient plus insatisfaisant" : l'ouvrier perd la connaissance de la totalité de son métier. En se divisant, le travail se simplifie : perte de qualification des ouvriers qui deviennent interchangeables ; le travail devient répétitif.

Ces effets néfastes de la division du travail sur l'ouvrier sont à l'origine du renforcement de la domination du capital sur le travail.

- en plus d'être dépossédé des moyens de production, l'ouvrier est dépossédé de son savoir (il perd son métier : une des formes d'aliénation), ce qui renforce le contrôle du capitaliste sur l'ouvrier : la division du travail n'est pas seulement technique, elle est aussi et surtout sociale.

A valoriser : la comparaison avec l'analyse de Smith :

- l'efficacité économique de la division du travail constatée par les deux auteurs ;
- contrairement à Smith, la division du travail ne conduit pas chez Marx à l'"opulence générale" mais à l'enrichissement de certains, les capitalistes ;
- enfin, les effets néfastes de la division du travail secondaires chez Smith sont primordiaux pour révéler les effets sociaux de la division du travail chez Marx.

2- Cette phrase exprime l'idée d'un cercle vicieux inhérent à la division du travail. Elle souligne un des aspects négatifs de la division du travail : l'approfondissement de l'exploitation du travail. En "simplifiant" le travail (ou en le déqualifiant), la division du travail rend les ouvriers interchangeables et bon marché. La baisse du salaire lié à la perte du savoir ouvrier est compensée par le travailleur soit en augmentant le temps de travail (ce qui permet au capitaliste de réaliser une plus-value absolue\*), soit en intensifiant le travail (plus-value relative\*), donc en renforçant la division du travail et les effets négatifs de celle-ci sur l'ouvrier.

\* A valoriser.

3- Le document 2 présente l'évolution du travail répétitif pour quelques catégories de salariés en France entre 1984 et 1998.

On peut remarquer que quelque soit la catégorie de salariés présentés dans ce document, le % du travail répétitif a augmenté en 14 ans. Cela peut donc confirmer la montée du caractère abrutissant aliénant du travail dénoncé par Marx.

Par ailleurs des écarts importants existent entre les catégories du document. Ainsi le % des ouvriers non qualifiés du travail ayant un travail répétitif est supérieur de 18 points à celui des ouvriers qualifiés en 1998. Donc le caractère répétitif du travail concerne davantage les ouvriers dépossédés de leurs savoirs, constat appuyant l'analyse de Marx.

## ENSEIGNEMENT DE SPECIALITE - SUJET B

*Eléments de corrigé proposés par le concepteur du sujet*

**1° question : A l'aide de vos connaissances et du document, vous expliquerez ce qu'est une société démocratique pour Tocqueville (8 points).**

- Pour A. de Tocqueville, la société démocratique repose sur « l'égalité » ; cette notion, qu'il utilise dans la première phrase du texte (« ...dans les siècles d'égalité... »), renvoie à trois aspects, à savoir :

**L'égalité de droits**, obtenue par l'abolition des privilèges héréditaires qui entraîne l'égalité des individus devant la loi. (« Les hommes qui habitent les pays démocratiques n'ont ni supérieurs, ni inférieurs... »). Cette égalité des droits est à la base de la participation de tous les citoyens aux élections au suffrage universel. Elle a été affirmée en France avec constance depuis la Révolution française.

**L'égalité dans les faits** entendue comme une **égalité des chances**, c'est-à-dire comme la possibilité d'une mobilité sociale par laquelle les différentes positions sociales restent ouvertes à tous. Pour A. de Tocqueville, la démocratie est un « état social » où existent l'égalité d'accès à la fortune, à la formation, à n'importe quelle « place sociale » et la possibilité de jouir d'un certain niveau d'aisance.

**Le sentiment d'égalité** : la démocratie est un état social dans lequel les individus ressentent de la considération, se croient et se vivent comme des égaux.

Cette triple égalité devrait aboutir, selon Tocqueville, à « l'égalisation des conditions ». Il en résulte que la démocratie favorise la tendance à l'homogénéisation des modes de vie et même du niveau de vie, le développement d'une grande classe moyenne et le nivellement des conflits.

- Ce texte explique aussi que dans la société démocratique se développent des sentiments individualistes : la recherche de bien-être, l'amour de la propriété...

**2° question : Expliquez le passage souligné (7 points).**

Ce passage décrit comment dans une démocratie, les citoyens peuvent être amenés à abandonner leurs prérogatives concernant les « affaires publiques ».

Compte tenu de l'égalité qui s'instaure entre les hommes et des chances de mobilité (Cf. question précédente), les citoyens vont se refermer de plus en plus étroitement dans le cercle des « petits intérêts domestiques » (Tocqueville).

L'égalité entre individus amène chacun à donner une valeur croissante à sa propre vie. Chacun veut améliorer ses conditions d'existence et recherche la quiétude. La société démocratique devient donc individualiste au sens d'un repli des individus sur eux-mêmes, le texte mentionne : « amour croissant du bien-être, amour de la propriété, amour de la tranquillité publique... ». Ces sentiments qui selon Tocqueville, naissent dans une société démocratique peuvent mettre la démocratie en péril puisque ce n'est qu'avec effort que les hommes « quittent » leurs affaires quotidiennes privées pour s'occuper d'« affaires d'intérêt général » qu'ils abandonnent volontiers à l'Etat. Les individus « donnent » (Cf. document) sans cesse leurs droits au pouvoir central ; celui-ci peut devenir immense et tutélaire et se charger seul de leur sort.

**3° question : Présentez un exemple contemporain confirmant ou infirmant la thèse développée par Tocqueville dans le texte (5 points).**

*Exemples qui confirment la thèse de Tocqueville :*

- Absentéisme important aux élections (législatives voire présidentielles mais surtout professionnelles et prud'homales) et aux consultations par référendum (ex. celui de sept 2000 relatif au quinquennat présidentiel).
- Montée de l'individualisme dans le sens d'une exigence de liberté personnelle et de sécurité, qui se traduit par le développement de différentes assurances privées, de vigiles privés, de systèmes d'alarme...

*Exemples qui infirment la thèse de Tocqueville :*

Engagement de plus en plus large des citoyens dans des associations d'intérêt général, pour défendre l'environnement (Greenpeace), s'occuper de santé publique et de groupes marginalisés (Act Up, AC !...), lutter ~~activement~~ pour la redistribution des richesses et contre l'exclusion (Les restos du cœur, le Secours populaire, ATTAC...).